

BLOGUE

Faites-vous confiance à la nouvelle équipe de la Caisse de dépôt et de placement ? Répondez sur [cyberpresse.ca/edito](http://cyberpresse.ca/edito)

CHRONIQUES

Lisez ou relisez tous les textes de nos chroniqueurs sur [cyberpresse.ca/chroniqueurs](http://cyberpresse.ca/chroniqueurs)

CHAPLEAU

Voyez toutes les caricatures de Serge Chapleau sur [cyberpresse.ca/chapleau](http://cyberpresse.ca/chapleau)

# PLUS FORUM

GRANDS REPORTAGES, ANALYSES

LE LOURD HÉRITAGE DE LA CAISSE  
L'ÉDITORIAL D'ARIANE KROL  
PAGE 6

LE VOLANT ET LE SOURICEAU  
LA CHRONIQUE DE LYSIANE GAGNON  
PAGE 7

PAS ASSEZ COMPÉTITIFS  
UNE OPINION DU MÉDAILLÉ OLYMPIQUE MARC GAGNON  
PAGE 7



AFRIQUE DU SUD

## UN NOUVEAU COMBAT

Nelson Mandela  
PHOTO REUTERS



PHOTO AP

Vingt ans après la libération de Nelson Mandela, l'Afrique du Sud est fière du chemin qu'elle a parcouru. Mais la « Nation de l'arc-en-ciel » est toujours aux prises avec les pires inégalités de la planète. Alors qu'il s'apprête à accueillir la Coupe du monde, ce pays doit admettre que la partie n'est pas encore gagnée.

Textes de notre envoyée spéciale Laura-Julie Perreault pages 2 à 5

SEULEMENT

# 2\$

/MOIS

POUR LES ABONNÉS VERSION PAPIER

2 SEMAINES D'ESSAI GRATUIT

OÙ QUE VOUS SOYEZ,  
LA PRESSE SUR VOTRE ORDINATEUR  
EN VERSION INTÉGRALE.

LAPRESSESURMONORDI.ca



## PLUS AFRIQUE DU SUD

## LA DURE RÉALITÉ

En Afrique du Sud, ils ont été des milliers à mettre leur vie en danger pour combattre l'odieux système de ségrégation raciale qui a mis leur pays au ban des nations pendant des décennies. Leur lutte a mené à la libération de Nelson Mandela en février 1990 et au démantèlement du régime d'apartheid. Deux décennies plus tard, que pensent les Sud-Africains du pays pour lequel ils se sont battus? Notre journaliste est allée à la rencontre de deux anciens révolutionnaires pour voir si la réalité d'aujourd'hui est à la hauteur des rêves d'antan.



LAURA-JULIE PERREAULT  
AFRIQUE DU SUD

LE CAP, JOHANNESBURG — C'était un moment que des millions de personnes attendaient depuis longtemps, mais Jay Naidoo allait le vivre avant tout le monde. Militant syndicaliste sud-africain, il s'est rendu à l'aube à la prison de Victor Verster pour assister à la libération de Nelson Mandela. Un moment charnière dans l'histoire de l'Afrique du Sud qui, 20 ans plus tard, galvanise encore les esprits.

«Nous étions les premiers à arriver à la prison. C'était la première fois que nous allions voir Mandela depuis qu'il était derrière les barreaux. Quand il a été emprisonné, il était un grand boxeur solide, mais l'homme que j'avais devant moi était maintenant mince et raffiné. Il m'a dit: «Bienvenue, camarade!» J'ai tout de suite compris ce qu'il représentait, ce que représentait ce moment», se souvient aujourd'hui Jay Naidoo.

Pendant des années, le destin des deux hommes a été parallèle. Lorsque Mandela a remporté les élections, en 1994, Jay Naidoo est devenu ministre dans son gouvernement. Il l'est resté jusqu'à la retraite politique du Prix Nobel de la paix, en 1999.

En entrevue, dans le bureau luxueux de la société qu'il a mise sur pied depuis, Jay Naidoo énumère les avancées de la société sud-africaine en 20 ans. La guerre civile que plusieurs prédisaient au lendemain du retour de Mandela a été évitée. Tous, Noirs, Blancs, Indiens, «de couleur», ont le droit de vote. Tous ont le droit de se faire entendre sans aboutir en prison. Plus de 10 millions de familles ont été raccordées au système d'eau courante; 4,5 millions à l'électricité. Près de 2 millions de maisons ont été construites pour les plus démunis. «Mais cela dit, il nous reste plus à faire que ce qui a été fait.»

Ancien codétenu de Nelson Mandela à l'infâme prison de Robben Island, Neville

Alexander, qui enseigne aujourd'hui à l'Université du Cap (où il lui aurait été impossible de mettre les pieds avant 1990), ne pourrait être plus d'accord.

Le fondateur du Front national de libération, qui, enchaîné à côté de Mandela, a cassé des cailloux pendant 10 ans, croit que les concessions économiques que le leader a faites au gouvernement de l'apartheid pour obtenir l'égalité politique sont aujourd'hui un frein au développement du pays.

La pauvreté, au lieu de régresser, gagne sans cesse du terrain. Les inégalités entre les groupes raciaux se sont accentuées en 20 ans. Le taux de chômage réel frôle les 40% et frappe plus durement les Noirs, qui représentent les deux tiers de la population. Le système de santé, exemplaire pendant l'apartheid, s'est écroulé.

Dans la ville qu'il habite, Le Cap, une grande agglomération qui s'étend entre l'océan et les montagnes, la géographie de l'apartheid est toujours en place. Les beaux quartiers sont entourés de townships et de bidonvilles. À l'époque des lois ségrégationnistes, les villes avaient été organisées ainsi pour fournir en main-d'œuvre bon marché les banlieues

« La pauvreté, au lieu de régresser, gagne sans cesse du terrain. Les inégalités entre les groupes raciaux se sont accentuées en 20 ans. Le taux de chômage réel frôle les 40%. »

qu'habitaient exclusivement les Blancs. Les lois de résidence ségrégationnistes n'existent plus, mais les divisions sociales restent calquées sur le modèle d'antan.

À qui la faute? Auteur de plusieurs ouvrages sur la transition du pays, Neville Alexander blâme l'ancien régime de l'apartheid mais aussi l'ANC, le parti au pouvoir depuis l'élection de Mandela, en 1994, soutenu par la majorité noire.

«C'est une nouvelle Afrique du Sud. Elle a d'immenses possibilités de développement, une charte des droits, mais des élites corrompues qui n'écourent plus ce que dit la population. Le miracle attendu n'a pas eu lieu. C'est le temps de se remettre à lutter.» Comme il y a 20 ans, le septuagénaire promet être au front. Cette fois avec les seules armes que lui fournit la démocratie.



## 20 ans d'espoirs déçus

LAURA-JULIE PERREAULT

MOTSOALEDI — Elle s'appelle Lindiwe. Dans sa langue, le zoulou, cela veut dire «attendre». Et attendre, c'est exactement ce qu'elle fait depuis 17 ans dans le bidonville où elle habite, en banlieue de Johannesburg.

La jeune Sud-Africaine de 23 ans a passé les trois quarts de sa vie à espérer la nouvelle maison qu'avait promise le gouvernement. Depuis l'enfance, depuis la chute de l'apartheid, elle habite une cabane de tôle, sans électricité, avec sa famille.

Ici, on se chauffe à la paraffine, qui laisse dans l'air une odeur de plastique brûlé. Pour l'eau, on se rend au puits. Pour les toilettes, il faut se contenter de latrines sommaires à l'extérieur.

Comparativement à d'autres banlieues de Johannesburg, comme Rosebank ou Sandton, c'est le jour et la nuit. Là-bas, on vit à l'occidentale et les BMW sont monnaie courante. «Chaque année, on nous fait de nouvelles promesses. Chaque année, ça tarde davantage. Ces jours-ci, on demande l'électricité pour pouvoir profiter nous aussi un peu de la Coupe du monde, qui se déroulera à quelques kilomètres d'ici», dit la jeune femme, qui nous fait faire le tour du proprio d'une démarche assurée.

Comme Lindiwe, 18 000 personnes à Motsoaledi attendent l'aide annoncée par Mandela et l'ANC lorsqu'ils ont pris le pouvoir, en 1994. Mais tous commencent à en avoir assez.

Le mois dernier, une manifestation pour demander au gouvernement de tenir ses promesses a mal tourné. Des automobiles ont été incendiées. Des pierres ont été lancées en direction de la police, qui a réagi en ouvrant le feu. «On a fait six manif depuis 1994. Avant la dernière, elles ont toutes été pacifiques. Mais là, c'est de plus en plus difficile de maîtriser la colère des gens», tonne Lucky, un des leaders de la communauté.

#### Vague d'émeutes

Les manifestations qui tournent à l'émeute sont d'ailleurs de plus en plus fréquentes en Afrique du Sud. Se sentant exclus de la nouvelle économie, les plus démunis font entendre leur ras-le-bol avec les moyens du bord.

Encore aujourd'hui, ils sont légion. Selon

la Banque mondiale, 34% de la population sud-africaine vit avec moins de 2 \$ par jour.

«Ici, à Motsoaledi, le taux de chômage dépasse 50%», note Lucky. «Les mesures qui devaient nous aider à obtenir un emploi ne se rendent pas jusqu'à nous», estime le jeune militant. Il parle du Black Economic Empowerment (BEE), un programme de discrimination positive qui doit faciliter l'intégration des Noirs à l'économie sud-africaine. Les Noirs d'Afrique du Sud, qui comptent pour 75% de la population, ont encore beaucoup de rattrapage à faire depuis la fin des mesures ségrégationnistes de l'apartheid.

«Le BEE a fait de quelques Noirs des milliardaires, mais les communautés qui en avaient besoin n'ont pas vu les bénéfices», explique Adam Habib, politologue de l'Université de Johannesburg. Le gouvernement de Thabo Mbeki voulait que le capital noir fasse concurrence avec le capital blanc. Certes, des Noirs sont maintenant propriétaires majoritaires d'actions, mais c'est une poignée de personnes.»

#### Des emplois sans preneurs

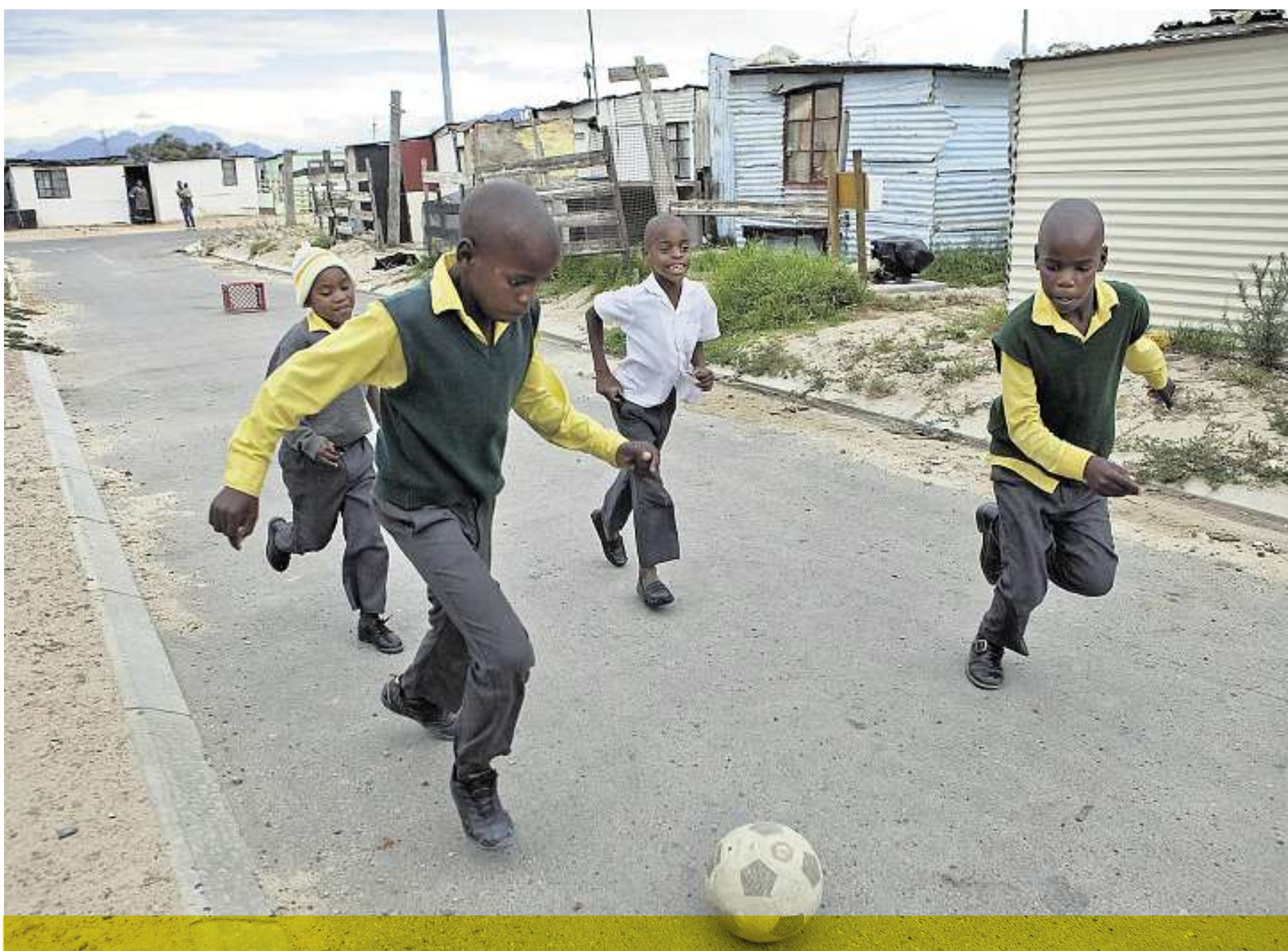
Les règles de discrimination positive, qui incitent les entreprises à embaucher 60% de Noirs, font grincer des dents à bien des gens. «Ça a permis des progrès mais, en revanche, beaucoup de Blancs qualifiés ont de plus en plus de difficulté à trouver un emploi et choisissent d'émigrer pour survivre», explique Ilana Smuts, qui travaille dans le milieu minier.

Autre hic: certains employeurs, même s'ils font des efforts pour se plier aux règles, ne trouvent pas de candidats suffisamment qualifiés pour répondre à leurs besoins, car la formation manque encore cruellement à de larges pans de la population. Malgré le taux de chômage réel, qui frôle le 40%, plus de 150 000 emplois sont aujourd'hui vacants dans les grands centres du pays.

Lindiwe espère que l'un d'eux sera pour elle. Grâce à une bonne dose d'acharnement et malgré les conditions difficiles dans lesquelles elle vit, elle a récemment terminé des études postsecondaires en génie. Ces jours-ci, elle attend avec plus de conviction les appels des employeurs potentiels que la réalisation des promesses gouvernementales.



# APRÈS L'APARTHEID



Des enfants s'amuse avec un ballon de soccer dans les rues d'un quartier du Cap. PHOTO REUTERS

## La génération des nés libres

LAURA-JULIE PERREAULT

JOHANNESBURG – Il fait un soleil éclatant en ce jour d'été de février. Comme depuis des décennies, les étudiants de l'Université de Witwatersrand flânent à la Matrix, le lieu par excellence pour socialiser et se la couler douce. Mais une chose a changé en 20 ans : leur visage.

Université libérale, historiquement liée à la communauté afrikaner, «Wits», comme on la surnomme aujourd'hui, a longtemps été réservée aux étudiants blancs. Sous l'apartheid, les jeunes des autres groupes raciaux qui voulaient y étudier devaient obtenir une permission spéciale. Nelson Mandela a été du compte.

En 1990, au début de la transition de l'Afrique du Sud vers la démocratie, 80% des 12 000 étudiants de Wits étaient blancs et ce, même si les Blancs n'étaient que 10% de la population. Les autres appartenaient aux groupes raciaux mis sur pied par le régime de l'apartheid : Noirs, Indiens et «de couleur», une catégorie qui englobait à la fois les métis et ceux qu'il était impossible de ranger dans une des autres boîtes.

Aujourd'hui, la pyramide a été inversée. Selon les statistiques de l'Université, 80% des 29 000 étudiants sont noirs. Ils proviennent autant des beaux quartiers que des townships avoisinants. Âgés de moins de 20 ans pour la plupart, ils appartiennent à la génération des «born free», nés libres de l'apartheid et de ses lois ségrégationnistes.

«Nos parents nous disent souvent que nous ne devons pas tenir pour acquis ce que nous avons. Nous n'avons pas vécu l'apartheid, mais ils ne manquent pas de nous rappeler ce qui aurait été impossible juste avant notre nais-

sance», lance Chantell Saja, une étudiante de 18 ans qui étudie la psychologie. Elle se dit de mère «de couleur» et de père noir.

Sa génération est-elle celle de l'arc-en-ciel dont rêvait Nelson Mandela quand il a fait son discours de libération il y a 20 ans ? «Malheureusement, la race est encore une question cruciale dans notre société. Nous ne vivons plus des vies séparées, nous nous côtoyons dans les cours, mais nous avons toujours tendance à fréquenter des gens de notre propre groupe racial», renchérit Zanathenea Tshangeba, 19 ans, qui vient tout juste d'entreprendre son baccalauréat général.

Un rapide coup d'œil autour permet de vérifier ses dires. Des dizaines de petits groupes de jeunes sont assis dans l'herbe les uns à côté des autres, mais les groupes mixtes sont quasi inexistantes. Expliquant qu'il est «de couleur», Lavenco Smit, tente une explication. «Nous migrons vers ce que nous connaissons, c'est subconscient», expose l'étudiant de 18 ans.

Si la race est un sujet qui préoccupe la génération post-apartheid, ses véritables inquiétudes sont cependant ailleurs. Le taux de chômage et le taux de criminalité, un des plus élevés du monde avec 50 homicides par jour, les empêchent davantage de dormir. «Nous sommes programmés pour éviter les endroits dangereux», dit Avinesh Samaroo, 17 ans, étudiant en physique. Fier de ses antécédents indiens, il se sent à l'aise dans son township, où les gens de sa race sont encore majoritaires. Le reste du temps, il garde l'œil ouvert et se déplace toujours avec des amis.



4

« Nous n'avons pas vécu l'apartheid, mais nos parents ne manquent pas de nous rappeler ce qui aurait été impossible juste avant notre naissance. »

«J'imagine que nos enfants seront la première génération vraiment libre du legs de l'apartheid. Nous sommes l'entre-deux, constate Alistair James, étudiant en architecture et blanc. Mais nous vivons néanmoins dans une ère pleine de possibilités.»

1. Helen Nxumab vit depuis 1964 dans une cabane sans électricité au cœur du bidonville de Motsoaledi. La femme de 58 ans espérait que la fin de l'apartheid et l'avènement de la démocratie changeraient la donne mais, 20 ans après la libération de Nelson Mandela, elle perd espoir un peu plus chaque jour. PHOTO LAURA-JULIE PERREAULT, LA PRESSE

2. Les pauvres de l'Afrique du Sud n'hésitent pas à fouiller dans les dépotoirs afin d'y dénicher des morceaux de métal. La vente de ces pièces leur permet d'acheter de la nourriture. PHOTO AP

3. Cette photo a été prise en avril 1994 et rassemble des supporters de l'ANC, peu avant la campagne électorale marquant le retour de Nelson Mandela. Cette première campagne non raciale mettait fin à trois siècles de domination blanche et 46 ans d'apartheid. PHOTO AFP

4. Un couple d'amoureux s'enlace à Camp's Bay, au Cap. PHOTO LAURA-JULIE PERREAULT, LA PRESSE

# COUP DE BALAI POUR LA COUPE DU MONDE

Alors que les Jeux olympiques d'hiver de Vancouver se terminent demain, les yeux des amateurs de sport se tourneront vers l'autre côté du globe. Dans quelque 100 jours, l'Afrique du Sud recevra la manifestation sportive la plus suivie de la planète: la Coupe du monde de soccer. Les attentes sont énormes dans un pays où le «beau jeu» est une quasi-religion. Et sur un continent en mal de bonne publicité.

LAURA-JULIE PERREAULT

SOWETO — Vêtus de dossards jaunes, une vingtaine de travailleurs de la construction s'affairent sous les rayons du soleil à installer des pavés. À l'approche de la Coupe du monde, les jours sont comptés pour donner un nouveau visage à la rue Vilakazi, la plus mythique d'Afrique du Sud.

Aucune autre rue dans le monde ne peut se vanter d'avoir été le domicile de deux Prix Nobel de la paix. Nelson Mandela et Desmond Tutu y ont chacun une petite maison. Emblème de la lutte contre l'apartheid, la rue Vilakazi, au cœur du township de Soweto, était jusqu'à l'an dernier en terre battue.

Les rares touristes qui s'y aventureraient y venaient accompagnés de guides dans de grands autocars de luxe et repartaient ensuite vers les hôtels des beaux quartiers de Johannesburg. Ils entendaient parler des jours glorieux de la petite rue, des jours sombres de la ségrégation raciale et de la pauvreté endémique qui perdure dans les townships, 20 ans après la libération de Mandela.

Aujourd'hui, la petite rue en pente n'a plus de quoi faire peur à qui que ce soit. Une grande pancarte commanditée par Coca-Cola souhaite la bienvenue aux visiteurs. Tout le quartier a été asphalté et les trottoirs aménagés. Les commerçants ambulants, qui y vendent tantôt des fruits, tantôt de l'artisanat ou des t-shirts, ont maintenant des stands uniformes, abrités par de grands parasols verts. Un des restaurants de la rue, Sakhumzi, où l'on vient manger des spécialités locales, a triplé sa superficie. Le grand coup de balai a même touché le seul *shebeen* du quartier. La petite taverne locale a été repeinte aux couleurs de Heineken.

«On ne reconnaît plus notre rue. Les nouveaux arbres rendent la vie plus facile aux voleurs, qui peuvent se cacher derrière. On espère néanmoins que tout ça va nous avantager pendant la Coupe du monde», note Tototo, le marchand de sucreries du quartier.

## 8,5 milliards d'investissements

La rue Vilakazi est loin d'être le seul endroit à avoir été rénové à l'approche de la grand-messe du soccer, qui se tiendra en sol africain pour la première fois. En prévision de l'événement, qui aura lieu du 11 juin au 11 juillet, plus de 63 milliards de rands (8,5 milliards de dollars) ont été investis dans les infrastructures du pays, selon un porte-parole de la Coupe du monde.

En tout, 10 stades ont été remis à neuf ou construits de toutes pièces dans les neuf villes qui accueillent le tournoi. On y attend 32 équipes et 3 millions de fans.

Des dizaines de routes sont en train d'être élargies. Un nouveau système ferroviaire, dont Bombardier est l'un des principaux partenaires, devrait être prêt juste à temps pour le début de la compétition. L'aéroport international de Johannesburg brille comme un sou neuf.

Pour héberger les 450 000 touristes attendus dans le pays, 26 hôtels ont été construits. «Tout ça aura un impact à long terme sur l'Afrique du Sud. Les stades de qualité internationale que nous avons construits seront là dans 50, 100 ans. Les enfants de ce pays rêveront d'y jouer. Les routes aussi resteront. L'événement a créé 415 000 emplois. Certains à court terme, mais les compétences acquises ne se volatiliseront pas», explique le chef des communications du comité organisateur de la Coupe du monde 2010, Rich Mkhondo.

## Les critiques pleuvent

Durant tout l'entretien d'une heure qu'il a accordé à *La Presse*, M. Mkhondo est sur la défensive. Car si la Coupe du monde suscite d'immenses espoirs et beaucoup de fierté dans les rues de l'Afrique du Sud, déjà tapissées de posters, les critiques pleuvent aussi.

Les nouveaux stades sont déjà qualifiés de «one night stand» (aventure sans lendemain) et de coquilles vides par des organisations locales, qui se demandent si l'argent n'aurait pas pu être mieux investi dans des projets à long terme.

Le coût des billets, jugé trop élevé par beaucoup de

Les nouveaux stades sont déjà qualifiés

d'aventure sans lendemain et de coquilles vides par des organisations locales qui se demandent si l'argent n'aurait pas pu être mieux investi.

fans sud-africains, a été réduit la semaine dernière. Les médias locaux publient chaque jour des articles sur la corruption qui a entouré la construction des stades. La fermeture d'une école pour faciliter la construction du stade de Nelspruit, près du parc Kruger, a fait scandale.

Le taux de criminalité, un des plus élevés du monde, est aussi sous les projecteurs dans les médias internationaux. Le récent meurtre de l'une des relationnistes de la Coupe du monde à Rastenburg, en plein milieu d'un



## DE TRIBUNE DE LIBERTÉ À TEMPLE DU SOCCER

Baptisé Soccer City, ce stade de Johannesburg, dont l'architecture évoque un pot de terre traditionnel africain, sera le point de mire de la Coupe du monde l'été prochain. Il abritera notamment la finale de la grand-messe du soccer. D'une capacité de 87 000 spectateurs, il n'a pas d'équivalent sur le continent africain. Il n'a pas non plus d'égal dans le cœur de millions de citoyens de l'Afrique du Sud: c'est dans cette enceinte que Nelson Mandela a prononcé son grand discours de libération, en février 1990, mettant la table pour les profonds changements à venir. PHOTO REUTERS

symposium sur les questions de santé liées à la Coupe du monde, a ajouté aux craintes de certaines équipes européennes, qui ont annoncé récemment qu'elles achèteraient des gilets pare-balles pour leurs athlètes.

Rich Mkhondo courbe l'échine quand on soulève la question de la sécurité. Il explique qu'une armée de 40 000 agents assureront la sécurité des stades. Pour le reste, note-t-il, la sécurité du pays dépend de la société sud-africaine. «Des pays comme la Grande-Bretagne peuvent regarder dans leur propre jardin, où des enfants de 14 ans en tuent d'autres de 17 ans», tonne-t-il. Il ajoute que la Coupe de la Confédération, qui a eu lieu l'an dernier en préparation de la Coupe du monde, n'a été marquée par aucun incident majeur.

## Le rapprochement du ballon rond

Loïn de prévoir le pire, Rich Mkhondo se dit plutôt convaincu que, comme la Coupe du monde

de rugby de 1995, qui avait donné lieu à de grandes fêtes multiraciales dans les rues, la Coupe du monde de soccer aura un effet rassembleur sur la population sud-africaine, encore meurtrie par le legs de l'apartheid. D'autant plus que le soccer occupe une place sans pareille dans le cœur de la population noire, qui compose plus de 80 % du pays.

«J'étais ici quand Nelson Mandela a été libéré il y a 20 ans et qu'il est revenu à la maison, explique le propriétaire du restaurant Sakhumzi. Des journalistes étrangers vivaient chez nous. Nous imaginons que le mois de la Coupe du monde ressemblera un peu à ça. Les yeux du monde seront à nouveau tournés vers nous. Mais combien de gens de Soweto et des autres villes défavorisées de l'Afrique du Sud bénéficieront de tout ça, à long terme? C'est la grande inconnue. Si la fin de l'apartheid n'a pas réussi à régler la grande majorité des problèmes du pays, que peut faire la Coupe du monde?»

## Le cavalier blanc

LAURA-JULIE PERREAULT

ATTERIDGEVILLE — Impossible de ne pas remarquer le moment exact où Matthew Booth entre sur un terrain de soccer. Grand (près de 2 m), mince, il est le seul Blanc des Mamelodi Sundowns, une équipe de soccer locale, ainsi que de l'équipe nationale sud-africaine, les Bafana Bafana. Quand il touche le ballon, un immense «bouuuuh!» s'échappe inmanquablement des gradins remplis de spectateurs noirs.

L'oreille novice pourrait penser que l'athlète se fait huer et que, 20 ans après la fin de l'apartheid, les Blancs ne sont pas les bienvenus dans les temples du ballon rond, où les fans chantent des chants africains, tapent sur leurs tambours et font retentir leurs *vinzelas*.

Mais détrompez-vous! «Matthew Booth est de loin notre joueur préféré. On crie son nom: Boooooo! Nous l'encensons, nous ne le huons pas», explique Godfrey Kutama, rencontré au match local entre les Mamelodi Sundowns et les Moroka Swallows.

Même s'il pleut à boire debout, des centaines de fans se sont entassés dans les gradins du Super Stadium d'Atteridgeville, un township tout près de la capitale de l'Afrique du Sud, Pretoria. «C'est vrai que le soccer est plus populaire auprès des Noirs de l'Afrique du Sud, alors que le rugby est le sport des Blancs et le cricket, celui des Blancs et des Indiens, mais ce pays n'est plus ce qu'il était il y a 20 ans. Moi, je ne vois pas de différence. Je vois de bons athlètes», ajoute celui qui se passionne pour le soccer depuis 1984.

## Hors norme

S'il se dit flatté par l'affection que lui portent ses fans, Matthew Booth est le premier à admettre qu'il est gêné par l'attention que lui portent les médias étrangers à la veille de la Coupe du monde. «Je comprends que les médias étrangers s'intéressent à moi à cause de l'histoire de mon pays, mais je ne me vois pas du tout comme une icône pour la Coupe du monde. L'équipe est bourrée de talents, de joueurs très connus», s'empresse-t-il de dire lorsque nous le rencontrons à sa sortie du stade d'Atteridgeville.

Il refuse de se voir comme un héros qui a bravé l'apartheid avant l'heure. «Chester Williams (NDLR: le seul Noir de l'équipe de rugby lors de la Coupe du monde de 1995) a eu beaucoup plus d'embûches que moi. Le soccer est multiracial depuis 1971, dans les années les plus noires de l'apartheid. Notre sport peut se donner le crédit d'avoir brisé des barrières dans ce pays. J'ai été intégré très jeune dans des équipes dont les joueurs étaient de toutes les races», note-t-il.

Marié à une Noire mannequin et ancienne «miss», père de deux enfants mulâtres, il ne cesse pourtant de surprendre dans un pays où les relations interraciales restent compliquées. L'athlète de 32 ans n'hésite pas à critiquer certaines pratiques qui ne sont pas étrangères au passé ségrégationniste. «Les Blancs sud-africains aiment le soccer, mais ils aiment le soccer de l'Europe. Pas celui des équipes locales.» Il espère que la Coupe du monde va changer la donne en permettant à tous les mordus de ce sport de partager les gradins.

Que va changer la Coupe du monde? «J'espère que les investissements vont changer les choses à la base. Ce serait bien que les joueurs amateurs aient des installations décentes, comme dans les autres sports. Pour le moment, elles sont terribles», s'insurge l'athlète avant de prendre congé. L'autobus l'attend. Son pays aussi.



Les Bafana Bafana, l'équipe nationale qui représentera l'Afrique du Sud lors de la Coupe du monde. Le seul Blanc est Matthew Paul Booth. PHOTO AP



**MATTHEW PAUL BOOTH**  
Date de naissance : 14 mars 1977  
Lieu de naissance : Fish Hoek, Afrique du Sud  
Taille : 1,99 m  
Joueur : arrière-centre  
Club : Mamelodi Sundowns  
Numéro 77



## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Un lourd héritage



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

La performance de la Caisse de dépôt et placement au cours des six derniers mois de 2009 laisse filtrer une lueur d'espoir. L'institution semble bien positionnée pour retrouver la voie de la croissance. Cependant, ses résultats montrent à quel point les effets de mauvaises décisions mettent du temps à s'estomper.

Le rendement de 10% dégagé durant la deuxième moitié de l'année contraste heureusement avec le recul catastrophique de 25% enregistré en 2008. Il est toutefois bien en deçà de l'indice de référence (14,1%). Un écart imputable pour moitié au portefeuille de dettes immobilières, qui abrite des activités à haut risque comme les fameux prêts mezzanine. Michael Sabia a beau vouloir éviter ces produits à l'avenir, il doit vivre avec les décisions prises avant son arrivée.

Autre facteur contributif: la lenteur de la Caisse à revenir sur les marchés boursiers, qui lui a fait manquer une partie du rebond. Oui, cette hésitation-là s'est produite en 2009. Sauf qu'elle aurait coûté pas mal moins cher si la position de départ n'avait pas été aussi dégarinée. En début d'année, seulement 22% du portefeuille global se trouvait dans les marchés boursiers, un déséquilibre hérité de la grande liquidation de la fin 2008.



Le nouveau patron avait bien préparé le terrain.

L'annonce d'une croissance nulle pour la première moitié de 2009, ainsi que la tournée des médias effectuée il y a un mois, avaient réduit les attentes au minimum. Le rendement annoncé jeudi, bien qu'inférieur à l'indice de référence et au rendement médian des institutions comparables, n'a donc surpris personne.

La Caisse a tiré une leçon de ses erreurs, assure son président. On est heureux d'entendre qu'elle va désormais préférer la performance à long terme aux coups d'éclat annuels, se concentrer sur ses forces et éviter comme la peste les produits financiers trop complexes qu'elle ne maîtrise pas. Sauf que ce sont des principes élémentaires. Une institution qui gère les avoirs de régimes de retraite n'aurait jamais dû avoir à payer pour les apprendre. Surtout cette institution-là, qui n'a jamais caché la haute opinion qu'elle avait d'elle-même. Et l'on n'a pas fini de rembourser la facture de cette leçon inutile. L'actif net de la Caisse a beau s'être accru de 11,5 milliards l'an dernier, il est encore 8% en dessous du niveau de 2006.

« Nous travaillons d'arrache-pied pour que 2008 ne soit plus qu'un lointain souvenir », a déclaré Michael Sabia en conférence de presse. Si la nouvelle stratégie qu'il a élaborée avec son équipe est la bonne, et produit des rendements acceptables pour les déposants, le carnage de 2008 deviendra un point de plus en plus distant dans le rétroviseur, jusqu'à en disparaître complètement.

Espérons toutefois que ce cuisant souvenir restera gravé pour de bon dans la mémoire de la Caisse. Les Québécois ne devraient plus jamais avoir à payer pour ce genre de leçons particulières.

## Les rafistolages



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Comment énoncer de façon incomplète un problème mal posé? Voici. La question serait: faut-il soumettre l'immigrant à une médecine à base de multiculturalisme canadien ou d'identité québécoise?

C'est sur ce mode binaire, en présumant que l'« immigrant » dont on parle n'est pas établi au Québec depuis trois générations (!) et en ignorant le sous-texte politique de la religion, que le débat, celui que l'on sait, s'est désormais reconstitué. Et ce, en particulier depuis les interventions de Lucien Bouchard et du philosophe Daniel Weinstock, lié à la commission Bouchard-Taylor. Pourtant, pourtant...

*C'est à une crise de civilisation que nous faisons face.*

En province, cette semaine, on a placé l'idée d'accommodement raisonnable sous un tout autre éclairage. Devant le Tribunal des droits de la personne, en effet, on n'a pas débattu des tapis de prière que les étudiants musulmans déroulent dans un hall des HEC. Mais bien de la prière chrétienne que le maire de Saguenay (un Tremblay!) veut continuer à réciter aux séances du conseil.

Pas d'immigrant dans ce dossier. Pas de multiculturalisme. Pas de complot fédéraliste ou souverainiste. Pas question de devoir déterminer si les Québécois sont tolérants ou non – ils le sont, et plutôt très. Non, les ingrédients étaient

la politique, la religion et l'interaction de l'une avec l'autre.

Ainsi, avec sa saveur locale, l'affaire saguenéenne n'en présente pas moins une facette des dilemmes globaux auxquels peu de pays occidentaux échappent. Ces dilemmes sont à ce point lourds de conséquences qu'ils participent à une véritable crise dont l'enjeu est le type d'évolution que vivra la civilisation occidentale au cours des années à venir.

Ce n'est pas rien. On se trouve alors très loin du bon vieux contentieux canado-québécois, même servi à la moderne. Et si l'immigration joue un rôle, les problèmes d'intégration et de balance démographique qu'elle pose sont beaucoup plus durement vécus en France, en Allemagne ou aux Pays-Bas, par exemple, qu'au Québec.

Or, une fois débattues les identités particulières et les modes d'accueil des immigrants, la crise s'articule bien davantage, partout en Occident, autour d'autre chose. Soit du retour en force de la pression religieuse, de ses fondamentalismes revendicateurs, de ses tapageuses intrusions dans le champ du politique; ainsi, on ne comprend rien à l'âpre débat sur le voile islamique si on occulte sa dimension militante.

Certes, il y a encore d'autres facettes à l'affaire.

L'évolution des droits, par exemple. D'une part, les nouveaux « droits » qui surgissent chaque jour – un des plus récents: le droit à ne pas être offensé... – et sont des produits de l'opulence occidentale. D'autre part, la hiérarchisation des droits, un pensum que la pression religieuse, justement, tend de plus en plus à imposer.

Dans ce contexte, s'entêter à résoudre les conflits liés à cette crise de civilisation avec d'accommodants petits rafistolages, improvisés à la pièce, est une vaine et pusillanime entreprise.

## LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU COVAN, JOHN FURLONG, NOUS PROMET UNE PLUS GRANDE PRÉSENCE DU FRANÇAIS DANS LES CÉRÉMONIES DE CLÔTURE



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

## CYBERPRESSE.CA

Mieux que renforcer la loi 101

L'éditorial d'André Pratte à lire demain sur Cyberpresse

PHOTO LA PRESSE

LE BLOGUE DE L'ÉDITO  
 www.cyberpresse.ca/edito

L'intolérance des dieux,  
 par Mario Roy

EXCLUSIF À CYBERPRESSE

Étudiez aujourd'hui, payez davantage... plus tard  
 cyberpresse.ca/payer

## OPINION

## Ma mère, essentielle

Au prix de sacrifices immenses, elle a porté avec moi mon rêve de patineuse artistique pendant 10 ans

VÉRONIQUE BERGERON

Recherchiste en télé, l'auteure est une ancienne patineuse artistique.

De l'âge de 5 à 15 ans, une seule activité a occupé mes matins, mes midis, mes soirs, mes week-ends, mes étés et mes semaines de relâche. Dans ma garde-robe, plus de lycra pailleté que de coton ouaté du *Club des 100 watts*. Dans mes conversations, plus de double loop que de « As-tu écouté *Chambres en ville* hier? ».

Pendant 10 ans, j'ai entendu dans ma tête la superlative voix d'Alain Goldberg commenter mes moindres faits et gestes. Pendant le dixième d'un siècle, j'ai été une patineuse. Et par osmose, ma mère a été pendant 10 ans une mère de patineuse (appelons-les MDP)

Pour les non-initiés, la MDP est un personnage essentiel de la carrière de patineuse. Elle se doit, tel un propriétaire de bed & breakfast de région, d'être très polyvalente: chauffeuse, coiffeuse, maquilleuse, nutritionniste (ma mère me préparait amoureuxment de la crème Budwig à 5h30 du matin...), soigneuse, entraîneuse adjointe et DOP de chaque performance.

Surtout, surtout, être mère de patineuse, c'est consacrer du temps, tellement de temps, pour qu'une gamine de 10 ans enfille un léopard outrageusement décoré avec les yeux brillants et un rêve entre les deux oreilles. C'est porter avec elle ce rêve, au prix de sacrifices immenses.

J'ai des souvenirs très précieux de ce que fut ma mère alors qu'elle était une MDP. Dans sa trousse de MDP (tailleur de suède «tan» à coupe boléro et pantalon à



PHOTO FOURNIE PAR L'AUTEURE

Véronique Bergeron et sa mère, Dominique Bouchard.

pinces), coiffée et maquillée avec soin (pour établir son pouvoir auprès des autres mères de patineuses, je crois), ma mère était plus dévouée qu'un stagiaire dans une boîte de production télé. Apprendre à réaliser des tresses françaises sous adrénaline, se casser des ongles en tentant de rembobiner manuellement ma cassette

sur mon lit, dans le noir, à 5h30 du matin en plein hiver, réchauffant jupette rose et collants beiges un à un afin que je puisse me réveiller en douceur et m'habiller au chaud sous les couvertures avant l'entraînement. Pour moi, c'est l'image même de l'amour et du dévouement maternels.

Être mère de patineuse, c'est consacrer du temps, tellement de temps, pour qu'une gamine de 10 ans enfille un léopard outrageusement décoré avec les yeux brillants et un rêve entre les deux oreilles.

audio à trois minutes du début d'une compétition, refouler des larmes pour me consoler après une contre-performance (tout en manœuvrant habilement pour que mon abusif mascara ne tache pas ma robe à 500\$...)

J'ai surtout le souvenir précis de ma mère, assise

En voyant Joannie monter sur le podium, alors qu'elle recevait la consécration de son rêve, toutes les MDP étaient avec elle. Elles portaient toutes un morceau de ce rêve. Et je suis certaine que ses collants étaient chauds. Sa mère, quelque part, y avait sûrement veillé.

À BIEN Y PENSER

Des patients meurent faute de soins. Combien de morts faudra-t-il pour prouver que les conditions de travail sont invivables dans les hôpitaux? Quand il n'y aura plus de monde pour travailler dans le réseau de la santé, il y aura juste plus de morts. Après tout, il faut vivre selon ses moyens. Et mourir aussi selon ses moyens...

- Sylvie Godin, Saint-Eustache

FORUM

## Le volant et le souriceau



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

Faut-il sortir de la politique pour avoir de bonnes idées? Le gouvernement du Québec est-il devenu si impotent que ses ministres ont moins de pouvoir que les retraités de la politique?

Telles sont les questions, tout de même troublantes, que pose l'intervention d'un groupe de personnalités (parmi lesquelles se trouvent un ancien premier ministre et trois anciens ministres) en faveur de l'augmentation des droits de scolarité universitaires. L'idée est bonne, mais là n'est pas la question.

Lucien Bouchard, le porte-parole du groupe, a été premier ministre de 1996 à 2001. Pourquoi n'a-t-il pas levé le petit doigt pour dégeler les droits de scolarité, alors que le sous-financement des universités constituait déjà un problème criant et qu'il était non seulement investi du pouvoir suprême, mais assez populaire pour faire passer des réformes audacieuses? Joseph Facal a été président du Conseil du Trésor dans le dernier gouvernement péquiste, et Michel Audet, ministre des Finances de 2005 à 2007. Pourquoi n'ont-ils rien fait quand ils détenaient des postes-clés? Quant à Monique Jérôme-Forget, elle était, jusqu'à avril dernier, le numéro deux du gouvernement et ministre des Finances... Il faut signaler qu'elle, au moins, a le mérite d'avoir essayé... jusqu'à ce que le rapport Montmarquette qu'elle avait commandé (sur la tarification des services publics) soit instantanément jeté aux orties.

Faut-il en déduire qu'il est impossible de piloter un projet le moins controversé au sein de nos gouvernements?

Je mettrais ma main au feu que M. Charest est dans le coup. Ce gouvernement timoré, qui a repris la recette du deuxième gouvernement Bourassa – surtout ne pas bouger sauf dans le sens du vent – a, en effet, bien besoin de béquilles. (Il va de soi, par ailleurs, qu'il n'y a rien à attendre du côté du PQ, qui s'est instantanément rebiffé à l'idée d'un dégel substantiel.)

La nécessité d'une hausse des frais d'inscription dans les universités est pourtant une affaire entendue depuis longtemps. Seule la lâcheté de gouvernements péquistes autant que libéraux a maintenu en place ce régime absurde qui impose aux contribuables tout le fardeau de la formation des futures

### Ce gouvernement timoré a bien besoin de béquilles.

élites, et qui fait que l'on peut devenir médecin ou avocat à un coût personnel dérisoire. Si encore ce joli privilège avait fait augmenter le niveau de scolarité au Québec! Mais au contraire, le Québec, où l'université coûte trois fois moins cher qu'ailleurs au Canada, est la province où le taux de scolarisation est le plus bas!

Les opposants font valoir que les universités se lancent dans des dépenses somptuaires. C'est vrai: qui a oublié les folies immobilières de l'UQAM, qui auraient entraîné n'importe quelle entreprise privée dans la faillite? Vrai aussi: il y a trop de «cadres» dans nos universités, particulièrement du côté francophone. Mais tout cela n'est pas une raison pour ne pas exiger une contribution adéquate des étudiants. S'il fallait ne financer que les institutions parfaitement bien gérées, il faudrait refuser de payer nos impôts, compte tenu de la façon dont nos gouvernements utilisent les fonds publics!

Enfin bon, réjouissons-nous tout de même de voir ces anciens politiciens prôner ce qu'ils n'ont pas fait quand ils étaient en politique. Mieux vaut tard que jamais, et ce gouvernement inanimé a grand besoin de transfusions de sang massives... Les fanfaronnades du ministre Bachand, qui n'annonce rien de moins qu'une «révolution culturelle» dans son futur budget, n'abusent personne. Ce gouvernement, le nez sur les sondages même quand son chef a les deux mains sur le volant, accouchera d'un souriceau.

# PAS ASSEZ COMPÉTITIFS

## Notre compassion nous pousse à consoler nos athlètes et à leur faire accepter une performance ordinaire

MARC GAGNON

L'auteur est quintuple médaillé olympique en patinage courte piste. Il est aujourd'hui propriétaire de deux centres Énergie Cardio, du Petit Gym Mascouche et de l'école de Hockey Concept Élite.

Depuis plusieurs jours, on me demande souvent mon opinion sur les Jeux olympiques et les performances canadiennes, moins bonnes que prévu.

Bien entendu, les JO de Vancouver soulèvent beaucoup plus de questionnements qu'à l'habitude, pour deux raisons très simples. D'abord, les Jeux ont lieu au Canada, donc l'intérêt est encore plus grand. D'autre part, le Comité olympique canadien (COC) avait établi un objectif bien clair: 34 médailles et le premier rang au classement. Cet objectif n'était pas caché. Tout le monde le disait haut et fort.

Il y a cinq ans, les gens du COC ont cru qu'en investissant de grosses sommes d'argent jusqu'en 2010, nous casserions la baraque et changerions le pays en entier. Malheureusement,

**Les athlètes qui ont du succès sont ceux qui, de façon innée, ne sont contents que par la première place.**

ça ne marche pas comme ça. Encore moins au Canada.

Vous savez, mes années d'athlète international m'ont appris que le Canada est un pays apprécié de tous. En particulier ses habitants. Pas étonnant que plusieurs personnes veulent s'établir ici. Il ne faut pas mésestimer comment les autres nous voient: accueillants, généreux, sympathiques, aidants, etc. C'est tout à notre honneur, mais c'est aussi très nuisible lorsqu'il s'agit de performer sur une scène athlétique comme les Jeux olympiques.

Cette grande générosité, cette compassion et ce sens de l'entraide nous jouent des tours en sport. Je l'ai déjà dit et le redis: ces qualités font de nous trop souvent des athlètes participatifs plutôt que compétitifs. Elles nous poussent malheureusement à toujours vouloir consoler un athlète et à lui faire accepter une performance ordinaire. Or il faudrait plutôt chercher avec lui à analyser la performance et trouver tous les points à améliorer pour continuer la progression et possiblement gagner la fois suivante.

Il est souvent difficile pour les gens impliqués dans le sport de faire la coupure entre le participatif et le compétitif. Nous avons peur d'être exigeants et de pousser les athlètes qui, pourtant, veulent vraiment être compétitifs. On semble vouloir à tout prix éviter de vivre la rage d'une défaite.

Vous savez, je suis tout à fait d'accord avec vous: finir cinquième à des Jeux olympiques est extraordinaire. Mais un athlète qui consacre sa vie à l'entraînement ne rêve pas de finir cinquième et de recevoir des tapes dans le dos pour une participation extraordinaire. Le podium est l'objectif ultime. Même le 20<sup>e</sup> favori, au fond de lui, espère une performance extraordinaire pour gagner une médaille.

Combien de fois avez-vous entendu un athlète dire qu'il était insatisfait et déçu d'une contre-performance? C'est très rare. Nous avons généralement des explications pour la mauvaise performance, avec une morale positive à la clé. Pourtant, quand tu veux gagner et que tu n'y arrives pas, il est tout à fait normal d'être déçu et même fâché. Mais notre côté participatif nous dicte toujours d'accepter, de relativiser et de passer au suivant.

Je suis père de deux enfants. Et je comprends très bien l'importance d'être un modèle pour eux.



PHOTO ARCHIVES AFP

Marc Gagnon lors de sa victoire à la finale du 500 mètres, aux Jeux olympiques de Salt Lake City, en 2002.

Les enfants reproduisent ce qu'ils voient. C'est la même chose chez les athlètes. Ils reproduisent ce qu'ils voient, et l'attitude dans laquelle ils grandissent. Par conséquent, ils intègrent cette vision participative et la font leur. Ça devient très difficile à changer par la suite. Cessons de nous cacher la tête dans le sable. Un gagnant est un mauvais perdant. Il vit avec la défaite, mais ne l'aime pas. Il y a une grande différence entre vivre avec la défaite et l'accepter.

Les athlètes qui ont du succès sont ceux qui, de façon innée, ne sont satisfaits que par la première place. Ce

tiel athlétique tout aussi grand que n'importe quelle nation.

En terminant, j'aimerais répondre aux nombreux spécialistes qui, ces derniers jours, affirment que le COC a établi un objectif impossible et mis trop de pression sur les athlètes. Que connaissent-ils de la pression de l'athlète? J'ai été athlète, et désolé de décevoir tout le monde, mais durant notre compétition, on pense à nous. Pas au Canada et à ses 34 médailles. Si nous gagnons, à ce moment, la fierté d'être canadien est au rendez-vous.

Où étaient ces nouveaux spécialistes il y a deux semaines? Dans leur salon

**Combien de fois avez-vous entendu un athlète dire qu'il était insatisfait et déçu d'une contre-performance? C'est très rare.**

qui ne veut pas dire que l'attitude de la population en général doit changer. Les Canadiens sont des gens extraordinaires. Ce sont plutôt les gens qui participent de près au développement des athlètes qui doivent changer. Le réconfort n'est pas interdit, mais laissons cela aux parents qui le font à merveille.

Nous avons des athlètes extraordinaires. Malheureusement, contrairement à plusieurs Américains, qui ont une attitude prétentieuse que l'on déteste, mais combien enlevée du désir absolu de gagner, quand arrivera ce jour J des JO, plusieurs ne produiront pas leur meilleure performance, et ne tenteront pas énergiquement d'aller encore plus loin. C'est bien triste, car nous avons au Canada un poten-

à espérer que le COC ait raison.

Moi, je félicite ces gens qui ont osé et voulu sortir du moule participatif. Ces gens qui, pour la première fois, sont arrivés avec une attitude de gagnant, et non de participant. Il y a deux semaines, je ne croyais pas que nous pouvions gagner 34 médailles. Mais je ne croyais pas plus que je pouvais gagner une médaille olympique lorsque j'avais 15 ans. Par contre, j'étais prêt à tout pour essayer. Et je compte maintenant trois participations et cinq médailles olympiques.

Bravo, donc, à ces audacieux. Votre première solution était l'investissement financier, et il ne faut pas retourner en arrière. Continuez. Mais aussi, cherchez maintenant les autres solutions qui feront en sorte que bientôt, nous pourrions être les meilleurs.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070  
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816  
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320  
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. L'île dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

# TERMINUS

REGARD DIFFÉRENT  
SUR L'ACTUALITÉ

## NATIONS UNIES

Grande fête sportive, les Jeux olympiques sont avant tout une compétition entre les pays. Une façon plus ou moins fiable de mesurer la force des nations. À la rivalité qui oppose les athlètes s'ajoute celle, moins sérieuse, de qui portera les couleurs de son pays de la façon la plus originale. Tous unis derrière leur nation: un concours qui ne manque pas de couleurs.



PHOTO REUTERS



PHOTO AFP



PHOTO CP



PHOTO AFP



PHOTO AFP



PHOTOS AP



PHOTO AP



PHOTO AFP